

Groupe politique « Aimer la Picardie | UMP-UDF » et non-inscrits



_ACTUALITÉ DU GROUPE UMP-UDF | BUDGET RÉGIONAL 05

Roger Mezin | Conseiller Régional

Monsieur le Président,
Monsieur le Président du CESR,
Mes chers collègues,

Nous voici donc devant le premier budget de ce mandat.
Avant de nous livrer à son analyse, un constat :

Comme nous l'avions prévu et annoncé aux Picards, les alliances aisées sur propositions démagogiques auxquelles la gauche nous a toujours habitués, ne résistent pas longtemps aux dures contraintes du réel.

Si la colère augmente, l'espoir s'évanouit. Le groupe communiste, une fois encore s'interroge sur sa mission : **protester** sans fin ou **AGIR** enfin ? Comprenant qu'il ne ferait même pas plier son allié sur le paiement des boissons au bar, il a joué le rapport de force. Mais vous avez, Monsieur le Président, relevé le défi, dégradé l'insolent, banni le prétentieux dans un coup de poker menteur qui joue la majorité à pile ou face.

Car, mes chers collègues, le constat politique est simple : **En dépit d'une loi électorale qui a donné à la gauche plurielle une majorité en sièges que les picards ne lui avaient pas donné en voix, voilà notre Picardie à nouveau sans majorité cohérente et stable.**

Sans les voix communistes, plus de majorité !

Pragmatique, vous escomptez, Monsieur le Président, le ralliement de quelques élus peu soucieux de leurs engagements. Auprès de Maxime Gremetz, hier, fidèles ils plaidaient leur place. Elus, ils lui reprochent ce talent même qui les a fait élire.

On me dit, mais je n'ose y croire, que les indemnités de vice-Président, la voiture de fonction ou tel ou tel poste pourrait rallier des indécis.

Pour nous l'analyse est simple :

Soit vous avez une large majorité du groupe communiste qui après avoir utilisé les aptitudes de son chef à gagner des voix, le laisserait cyniquement choir pour négocier des places, soit vous débauchez ici et là quelques mercenaires qui sauveraient momentanément votre majorité mais condamnerait sûrement l'avenir de la Picardie.

Notre conseil deviendrait-il le lieu des débauches !

Cela nous semble tellement impensable que notre groupe demande un **scrutin public**.

Un scrutin public, car il ne s'agit pas de choisir des personnes mais de voter un budget et qu'un élu qui n'assumerait pas publiquement ce vote donnerait une bien piètre image de la politique.

> Avec une majorité qui se cherche votre budget joue à cache cache!

Vous annoncez à plusieurs reprises des changements **radicaux**.

Votre premier changement radical est que **nulle comparaison** n'est possible avec les budgets précédents...

Or un chiffre en lui même ne signifie rien. C'est dans la juxtaposition, la comparaison, l'évolution qu'il prend sens et valeur.

On me répond que la nomenclature a changé... OUI et alors ? Cela signifierait-il que les vice-Président, les services ne savaient rien de ce qui avait été dépensé l'an passé et donc rien de ce qui était nécessaire cette année ?

À l'ère de l'informatique, les comparaisons deviendraient impossible et ce budget aurait été fait à l'aveuglette sans base ni sans but!

Tout aurait été imaginé, et improvisé cette année?

Qui oserait le dire?

Qui pourrait le croire?

La vérité est que vous avez peur des comparaisons!

La vérité est que vous avez peur des futurs qui s'annoncent!

Pour nous le résultat est que nous ne savons pas d'où nous partons et pas plus où nous allons.

La majorité précédente nous présentait à chaque budget une simulation financière qui montrait les conséquences au terme du mandat des décisions prises.

Maintenant plus rien!

Alors nous partageons l'avis du CESR «*La Région doit se doter d'une politique de gestion prévisionnelle performante afin d'offrir une meilleure lisibilité de son action et de maîtriser ses grands équilibres budgétaires*». (Qu'en termes prudents ces choses là sont dites).

Aux temps anciens les premiers navigateurs aventuriers ne savaient pas toujours où ils allaient mais ils savaient au moins d'où ils partaient et avec combien de vivres.

Visiblement, notre capitaine, incertain de l'équipage et du trajet a voulu prendre ses précautions et garnir les cales.

A-t-on pour autant quelques biscuits pour la route?

Pourtant vous avez tapé fort!

Plus de 35 % pour la fiscalité directe, pour une recette supplémentaire de plus de 37 M€.

Il m'est arrivé de plaider des augmentations plus fortes en %. En 1987 j'ai plaidé puis voté une augmentation de 150%. Il fallait assumer la décentralisation Defferre et les contrats de plan Rocard qui imposaient aux collectivités de payer 50 % + la TVA des investissements dont la charge revenait légalement à l'État et les lycées qu'on nous abandonnaient en triste état et sans ressources supplémentaires.

Il y a deux ans encore, soucieux d'investir plus, j'ai plaidé une augmentation de fiscalité (modeste) à Amiens Métropole sous les invectives de MM. Gremetz et Cardon pour qui je pénalisais les plus modestes et tuais la consommation.

M. Gremetz reste cohérent en critiquant ici ce qu'il condamnait là bas, mais M. Cardon?

Des collègues communistes qui s'apprêtent semble-t-il à lâcher leur leader, expliquent dans la presse «*que seuls les propriétaires d'immeubles bâtis et les entreprises paieront cette augmentation*».

Qu'il est doux le parfum de la lutte des classes où seuls les riches bourgeois et les infâmes patrons paieraient.

La réalité est autre.

Savez-vous chers collègues quels sont les plus gros propriétaires de Picardie et les plus gros contributeurs à l'impôt sur le foncier bâti?

Ce sont les offices HLM qui bien sur répercutent intégralement cette charge sur leurs locataires puisqu'ils n'ont pas d'autres ressources que les loyers. L'OPAC d'Amiens verse à la seule commune 4 M€ par an... Ses locataires seront très surpris d'apprendre qu'ils ne font pas partie des gens modestes.

De même pour la taxe professionnelle. Elle n'est pas comme vous faites semblant de le croire un impôt sur les revenus des patrons mais tout simplement un impôt déguisé sur la consommation. Cela est tellement vrai que c'est bientôt la TVA qui se substituera largement à elle.

> Pour les grandes entreprises elle est un élément de l'attractivité ou non du territoire et cela n'est pas neutre à l'ère des délocalisations comme vous le rappelle le CESR: *Il exprime ses réserves quant à l'effet cumulatif des augmentations de taxes: foncières, TP, carte grise.*

> Pour les petites entreprises locales, du droguiste au boucher, elles répercutent intégralement l'augmentation sur les consommateurs.

Vos augmentations de fiscalité touchent d'abord les revenus modestes tout simplement parce qu'ils sont les plus nombreux. Dès lors, la seule légitimité de l'impôt, est son efficacité collective pour le présent et le futur.



Si l'impôt prélevé crée plus d'emplois, plus de richesses collectives, plus d'avenir... il est légitime sans cela, comme on le voit aujourd'hui, il appauvrit!

Je vais établir que cette augmentation de fiscalité n'est pas due à la gestion passée.

Je vais prouver que les lois de décentralisation ne sont pour rien dans cette fantasia fiscale.

Je vais expliquer cette panne de futur par la mise en œuvre de choix idéologiques aussi pernicieux que démagogiques.

Je vais démontrer enfin comment votre budget en dépit de l'incroyable pression fiscale qu'il met en place, ne prépare nullement l'avenir.



La présentation budgétaire ne traduit pas clairement les politiques voulues. La M71 n'est pas simple mais la mise en œuvre choisie par l'exécutif la rend plus opaque encore.

Ainsi des Autorisations de Programmes (AP).

Elles visent normalement à étaler sur plusieurs budgets un investissement dont la réalisation même dépassera l'année budgétaire. Ainsi en est il pour la construction d'un lycée ou l'achat de rames ferroviaires.

Dans ce budget l'AP est un simple effet d'annonce. Elle proclame une intention mais ouvre un blanc seing au Président qui peut en engager 30 %.

Le budget que nous votons est un attrape-nigaud.

Le document de synthèse nous indique par exemple qu'il manque près de 117 M€ de CP pour couvrir les AP antérieures à 2005 ?

IMPOSSIBLE! d'y trouver une synthèse des projets nouveaux que nous nous engageons à financer cette année

Je souhaiterais qu'en commission des finances nous soyons éclairés sur ces points.

Une AP n'est pas un programme électoral vaguement indicatif d'intentions, elle est, et ne peut être, que la traduction dans le temps du financement d'un projet clairement identifié. Autrement dit l'AP n'est pas un discours sur les intentions elle identifie des projets. Autant le budget n'est que prévisionnel et donc aléatoire, autant l'AP doit être évaluée avec une quasi certitude.

Le résultat est que plus de la moitié des CP investissement servent à financer les engagements passés et que, contrainte d'annoncer de nouvelles politiques vous inscrivez des AP OVNI (des objets votés mais non non identifiés).

Pire encore avec les Autorisations d'engagement où il s'agit d'engager pour plusieurs années des dépenses de fonctionnement.

Que valent-elles dans la durée ? Imagine-t-on les majorités futures engagées a vie dans les emplois tremplins parce que vous auriez voté 20 ans d'AE ?

Comment se concilient l'AE et le principe de l'annualité budgétaire qui postule que le budget ne peut engager l'assemblée sur plus d'un an en fonctionnement ?

En jonglant avec le futur pour camoufler l'insignifiance du présent, votre budget n'est qu'un catalogue d'annonces, sauf dans les quelques domaines où la démagogie se laisse libre cours et consomme la totalité des ressources supplémentaires prélevées.

Emplois tremplin, rémunération des stagiaires de la formation continue, recrutement dans vos cabinets, augmentation de la dette consomment plus que la fiscalité additionnelle et nous annoncent déjà de nouvelles hausses.

Les emplois tremplins.

Après l'expérience calamiteuse des emplois jeunes, vous vous lancez dans des emplois régionaux sans aucune perspective d'avenir, en concurrence avec les emplois Borloo.

Un emploi tremplin payé au SMIC (oui Monsieur Gremetz c'est déjà pas mal le SMIC et ce n'est pas mieux parce que l'argent est pris dans la poche des contribuables !) va coûter :

> 1000 € par mois plus 500 € de charges soit 18 000 € par an ;

> 1000 emplois font 18 Millions d'€ et 2000 **36 M** .

Même si vous parvenez à trouver 50 % dans les associations, ce qui est peu probable, voilà 18 M€ consommés sur vos 37 M€ de coup de matraque fiscale.

Avec les centres d'appels tant décrits ici, nous avons créés sur Amiens 2 300 emplois sans mobiliser de tels financements. Les locaux rénovés qu'ils occupent sont la propriété d'Amiens Métropole et d'après une récente évaluation pourront être revendus aux entreprises qui les occupent avec une plus value de 20 à 30 %.

Les loyers payés sont aujourd'hui au prix du marché puisque la loi y oblige. L'aide initiale sur trois ans a été de l'ordre de 30 %.

Les entreprises ont bénéficiés pour ces emplois des crédits formation de la Région comme en bénéficieront vos emplois tremplin.

Ces emplois sont tellement réservés aux associations amies que vous souhaitez (c'est invraisemblable) en décider seul.

L'assemblée serait invitée à ratifier!

C'est avec ce type de politique que notre pays a le taux d'emploi des jeunes le plus bas des pays développés.

Les stagiaires de la formation.

Confondre rémunération et formation est un profond non sens. On aboutit à ce que les personnes vont en formation pour percevoir un revenu plus que par envie de se former. J'ai vécu dans le système suffisamment longtemps pour en mesurer toutes les limites.

Si une action de solidarité était nécessaire en ce domaine elle appartiendrait évidemment à l'État et les gouvernements de gauche ont eu tout le temps nécessaire pour mettre en place cette solidarité. Mais je ne vois pas dans notre budget la ressource d'État affectée à cette dépense transférée et je vous trouve bien muet sur ce sujet.

14 M de plus! En fonctionnement c'est-à-dire à actualiser chaque année.

Les recrutements supplémentaires dans vos cabinets : 3 M

L'annuité supplémentaire de l'emprunt 2005 de 155 M soit 15 M .

Ainsi Quatre engagements financiers qui vont peser définitivement sur le budget totalisent :

> 18 M€ pour les emplois tremplin ;

> 14 M€ pour la rémunération des stagiaires ;

> 3 M€ pour du personnel supplémentaire alors que notre ratio est déjà largement supérieur à la moyenne des régions ;

> 15 M€ pour l'annuité de la dette.

Soit : 50 M de dépenses supplémentaires pour 37 M€ de recettes prélevées tandis que les recettes de l'État ont une progression normale.

Comment faire croire aux picards que c'est la faute à la future décentralisation ?

Pire encore, comment leur faire croire que cela servira l'avenir de la Picardie ?

Ils comprennent que pour quelques clientèles espérées vous sacrifiez délibérément notre futur, ils pressentent que cette hausse fiscale n'est que le début d'une longue série.

Même le timide CESR en fait la remarque : « le projet de BP pour 2005 ne prend pas en compte et n'anticipe pas les dispositions relatives à l'Acte II de la Décentralisation ».

Plus grave encore ce sont des pans entiers d'avenir que vous compromettez. Je laisserai mes collègues le rappeler le moment venu mais je dois dire dès maintenant que la décision de ne plus soutenir l'ESSIE et Sup de co en dépit des conventions signées, est proprement scandaleuse.

Ces Ecoles recrutent sur concours national. Le seul fait d'annoncer aujourd'hui l'arrêt de leur financement régional compromet fortement leur recrutement futur, donc la valeur des diplômes délivrés aux élèves qui avaient choisi notre Région pour clore de brillantes études supérieures.

Vous qui vous souciez tant et à juste titre de chaque emploi perdu, voilà des dizaines d'emplois d'enseignants, de cadres, d'employés qui seront directement menacés. Comme les élèves assument eux même une large part du coût de leur scolarité ce sont des dépenses de consommations qui disparaissent de l'économie locale.

Tout cela par simple idéologie!

En matière de réseau haut débit la Somme est oubliée du budget régional.

Tout devait être réglé en trois mois!

Nous attendons toujours. Pour l'instant vous financez l'Aisne et l'Oise, pas la Somme qui finance seule son réseau public.

La meilleure façon de ne pas avancer est de suivre une idée fixe disait Prévert. Abandonnez vos idées toutes faites Monsieur le Président. Comme vous l'avez si judicieusement suggéré à votre premier vice-président la semaine dernière« (je cite) *il y a un temps pour les sorties d'usines et un temps pour le boulot* ».

Mettez-vous enfin au boulot pour que progresse notre Picardie sans hausse inutile de fiscalité et hors promesses de sorties d'usines! Une erreur ne devient une faute que lorsqu'on ne veut pas en démordre!

Ce document n'est pas un budget mais un tract électoral et bien sur nous ne le voterons pas.

